

La vague révolutionnaire en Europe

En dépit de son apparent dynamisme, la Russie de 1914 est une puissance fragile en raison de son caractère multinational, des tensions sociales qui l'agitent, de ses faiblesses économiques et de l'autoritarisme du régime. La guerre aggrave ses problèmes et provoque, en février 1917, une révolution qui aboutit à l'abdication du tsar.

Sur fond de rivalité entre le Soviet de Petrograd et le gouvernement provisoire, Lénine, chef des bolcheviks, renverse ce dernier par une insurrection soigneusement organisée : c'est la révolution d'octobre 1917. Le nouveau pouvoir commence par prendre une série de réformes qui bouleversent la Russie. Mais, ayant à faire face à l'effondrement économique, à la guerre civile et à différentes oppositions, il déclenche une impitoyable terreur : le communisme de guerre. En même temps, fondant l'Internationale communiste, et s'appuyant sur le climat révolutionnaire qui règne en Europe, il s'efforce de déclencher une révolution mondiale. Cependant, le mouvement échoue partout, laissant isolée la Russie bolchevique.

I La révolution russe de février 1917

1. La Russie, une puissance fragile

En août 1914, la Russie apparaît aux yeux du monde comme une puissance de premier plan : peuplée de 170 millions d'habitants, elle peut en principe aligner 8 millions de soldats (c'est le «rouleau compresseur» dont se félicitent les Français) ; cinquième puissance économique du monde, elle s'industrialise à pas de géant ; après la secousse de 1905, son régime semble consolidé et la réalisation de l'Union sacrée en 1914 met une sourdine aux tensions politiques et sociales. La guerre fait voler en éclats cette façade et révèle que la Russie est un «colosse aux pieds d'argile».

Ses 170 millions d'habitants comprennent environ 40 millions d'«allogènes» (Finlandais, Polonais, Baltes...) soumis à une intense russification et agités de courants séparatistes.

Son industrialisation est encore fragile : elle dépend des capitaux et des techniciens étrangers et se trouve limitée à des secteurs géographiques restreints (Petrograd, Moscou, Ukraine, Oural). La population ne comporte que 3 millions d'ouvriers à temps complet. Le monde rural demeure majoritaire (plus de 80 % de la population), ce qui permet de mesurer le retard par rapport à l'Occident. Le revenu national russe n'est que le tiers de celui des États-Unis.

La société russe est soumise à de nombreuses tensions. Les plus graves affectent le monde rural où le rapide accroissement démographique fait ressentir cruellement la « faim de terres ». Les campagnes russes sont agitées de fréquentes révoltes de la misère. De son côté, le monde ouvrier connaît des conditions de vie et de travail accablantes qui le conduisent à revendiquer des améliorations en multipliant les grèves et le rendent réceptif à la propagande révolutionnaire. Enfin, le développement économique de la Russie s'accompagne d'une croissance de la bourgeoisie qui aspire à un régime politique à l'occidentale où elle aurait un rôle à jouer.

Or, après avoir dû accorder une Constitution pendant la révolution de 1905, le tsar Nicolas II est revenu à l'autocratie, décevant ainsi la bourgeoisie urbaine. Il ne laisse aucun pouvoir à la Douma. La formation d'une bourgeoisie rurale, rendue possible par les réformes de Stolypine en 1906-1910, renforce l'autorité du tsar qui s'appuie sur elle. « *Une ère de contre-révolution est ouverte ; et elle durera quelque 20 ans, à moins que le tsarisme ne soit dans l'intervalle ébranlé par une guerre importante* », déclare alors Lénine.

2. Le poids de la guerre

La Première Guerre mondiale aggrave les facteurs de fragilité de la Russie. Les défaites précipitent la désagrégation du régime impérial.

Les Allemands qui occupent les territoires occidentaux de la Russie, peuplés d'allogènes, y stimulent le sentiment nationaliste qui menace l'Empire d'éclatement.

L'économie n'a pas supporté le choc de la guerre. Elle ne peut fournir à l'armée armes, munitions, vivres, vêtements, et le dénuement des soldats, affamés, mal équipés, sacrifiés dans des offensives pour l'honneur est tel que, début 1917, plus d'un million de déserteurs ont « voté pour la paix avec leurs pieds ». Par

ailleurs, la désorganisation des transports, réquisitionnés pour les besoins de l'armée, et la priorité des fournitures industrielles à celle-ci paralysent la vie économique : les paysans ne reçoivent plus les produits industriels qui leur sont nécessaires et, en retour, ne veulent plus livrer leur grain, les villes sont mal approvisionnées, les usines, privées de fournitures, mettent leurs ouvriers au chômage...

Face à cette désorganisation, l'administration reste inerte. Devant cette carence du pouvoir, on voit se créer dans toutes les régions et toutes les professions des organisations spontanées auxquelles les *zemstva* (conseils locaux) prêtent leur cadre, pour nourrir la population, approvisionner l'armée et les usines... La classe dirigeante qui constate l'incapacité du tsar souhaite un changement, et des complots se trament : en décembre 1916, le moine Raspoutine, favori des souverains est assassiné ; les libéraux en viennent à l'idée qu'il faut un autre monarque. Ils vont être pris de vitesse par les troubles sociaux. En effet, le manque de denrées alimentaires entraîne une hausse des prix galopante. Les salaires n'étant pas réajustés et le chômage privant certaines familles de ressources, le sort des ouvriers devient intolérable. Le nombre des grèves augmente rapidement en 1916 et elles se politisent de plus en plus. Or le tsar décide, non de résoudre les problèmes posés, mais de briser le mouvement en arrêtant les chefs.

3. La révolution de Février et l'abdication du tsar

La révolution de février 1917 et l'abdication du tsar sont les conséquences directes de cette situation.

Du 8 au 12 mars 1917 (23-27 février pour le calendrier russe qui retarde de 13 jours sur celui utilisé par les Occidentaux), se produisent dans la capitale, Petrograd, des troubles spontanés provoqués par la faim et par la misère. Dans son livre, *Histoire de la révolution russe*, Léon Trotsky relate ainsi les événements de février :

« Le 23 février, c'était la Journée internationale des femmes (...). Pas une organisation ne préconisa la grève pour ce jour-là (...). En fait, il est établi que la révolution de Février fut déclenchée par des éléments de la base (...). Le nombre des grévistes, femmes et hommes, fut ce jour-là d'environ 90000 (...). Le lendemain, (...) environ la moitié des ouvriers industriels de Petrograd font grève (...). Le mot d'ordre Du pain ! est écarté ou couvert par d'autres formules : À bas l'autocratie ! et À bas la guerre ! (...). Les soldats ont reçu l'ordre rigoureux de tirer (...). Le 27 février (...), l'un après l'autre, dès le matin, avant de sortir des casernes, les bataillons de réserve de la Garde se mutinèrent (...) »

On constate ainsi que le tsar n'a plus d'autorité dans sa capitale. Pour combler le vide politique ainsi créé, deux pouvoirs se forment simultanément : l'un, issu de la Douma et qui prend plus tard le nom de gouvernement provisoire, est constitué de bourgeois et de nobles libéraux sous la présidence du prince Lvov, avec un seul socialiste, Alexandre Kerenski ; l'autre, né du mouvement populaire, le *Soviet* (Comité) de Petrograd, est formé de délégués des ouvriers et des soldats. Le 15 mars, pour tenter de sauver la dynastie, le tsar abdique en faveur de son frère, le grand duc Michel. Celui-ci renonçant au trône le 16, c'est la fin de la dynastie des Romanov.

II De la révolution « bourgeoise » à la révolution bolchevique (février-octobre 1917)

1. Un double pouvoir

La chute du tsarisme laisse face à face deux organes de pouvoir :

- Le gouvernement provisoire est dominé par les « partis bourgeois » regroupés autour des constitutionnels-démocrates (initiales russes KD, d'où leur surnom de « Cadets »). Ce courant modéré, libéral et réformateur rêve de conduire la Russie vers un régime parlementaire à l'occidentale. Son principal chef, Milioukov, est devenu ministre des Affaires étrangères.
- Le Soviet de Petrograd réunit les partis révolutionnaires qui se divisent en trois tendances : les socialistes-révolutionnaires (SR) et les deux branches de la social-démocratie, mencheviks et bolcheviks. Jouissant d'une très grande audience dans le monde paysan, les SR préconisent la suppression de la grande propriété et le partage des terres. Partisans de la doctrine marxiste, mencheviks et bolcheviks, représentants du monde ouvrier, se sont séparés en 1903 sur leur conception de la révolution. Les premiers, considérant que la révolution socialiste n'est possible, comme l'a dit Marx, que dans un pays hautement industrialisé, estiment qu'il faut d'abord passer par une phase bourgeoise d'industrialisation de la Russie, durant laquelle le parti socialiste devrait aider la bourgeoisie, avant de l'abattre au nom de la lutte des classes. Sous la direction de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, exilé en Suisse, les bolcheviks estiment au contraire qu'il

ne faut pas attendre la consolidation de la démocratie bourgeoise mais déclencher la révolution socialiste dans ce pays qui constitue le maillon le plus faible de la chaîne du capitalisme. La révolution étant possible dans un avenir proche, Lénine en a préparé l'instrument indispensable, un parti de révolutionnaires professionnels, animés d'une discipline de fer. Au Soviet de Petrograd, SR et mencheviks détiennent la majorité alors que les bolcheviks sont très minoritaires.

Au lendemain des journées de février, gouvernement provisoire et Soviet de Petrograd constituent aux yeux des historiens un « double pouvoir ». Or, en réalité, il y a absence de pouvoir. Le gouvernement provisoire est privé d'autorité, car il n'a pas la confiance du peuple de la capitale pour qui le Soviet est le seul pouvoir légitime. Or, celui-ci, tout en refusant d'assumer les responsabilités, exerce un contrôle méfiant sur le gouvernement, prenant des décisions par-dessus sa tête, comme le *prikaz* (ordre du jour) n° 1 qui place l'armée sous son autorité.

Dans ces conditions, le gouvernement provisoire connaît une rapide usure. Il prend un certain nombre de mesures libérales (liberté d'opinion, de presse, de réunion) et sociales (égalité devant la loi, droits syndicaux, journée de 8 heures). Quant aux exigences principales des masses, le partage des terres et la conclusion d'une paix immédiate, il prétend qu'il ne peut y répondre, laissant ce soin à la future Assemblée constituante qui devra aussi se prononcer sur la question du régime. Mais en même temps, il ajourne l'élection de cette assemblée tant que le pays est en guerre. Le fossé ne cesse donc de se creuser entre le gouvernement et les masses populaires.

En mars-avril 1917, l'opposition sur le problème de la guerre entre le Soviet qui préconise une paix sans annexion ni indemnité et le ministre Milioukov qui veut poursuivre le conflit provoque une crise très grave qui aboutit à la chute du premier gouvernement provisoire.

Sous la pression populaire, SR et mencheviks acceptent, pour éviter la vacance du pouvoir, d'entrer en mai 1917 dans un gouvernement de coalition présidé par le prince Lvov. Ce second gouvernement provisoire poursuit la politique du premier, entraînant le soulèvement du peuple, la démission du prince Lvov et la formation d'un nouveau gouvernement provisoire à majorité socialiste sous la présidence de Kerenski, auparavant ministre de la Guerre (juin 1917). Mais le peuple, las d'attendre, se tourne vers les bolcheviks qui, restés volontairement à l'écart du pouvoir, sont épargnés par le discrédit qui atteint les partis gouvernementaux.

2. L'action de Lénine et la révolution bolchevique d'Octobre

Quand éclate la révolution de février 1917, Lénine est encore en Suisse. Il déduit de l'analyse de la situation que la phase de la révolution bourgeoise est déjà dépassée puisque le peuple obéit au Soviet et non au gouvernement. Il lui semble que le moment est arrivé de faire triompher sa conception de la révolution.

Cette étape nécessaire vers le communisme, c'est celle de la dictature du prolétariat. On ne peut l'éviter « *car il n'est point d'autres classes, ni d'autres moyens qui puissent briser la résistance des capitalistes exploités* » (Lénine, *L'État et la révolution*, 1917).

Pour défendre plus efficacement ses idées, Lénine revient en Russie en avril 1917 et expose aux bolcheviks les « Thèses d'avril » : refus de la guerre, lutte contre le gouvernement provisoire, remise de la totalité du pouvoir aux soviets, confiscation des terres des grands domaines, nationalisation des banques et des usines. Ces slogans paraissent alors ahurissants, même aux amis de Lénine, mais celui-ci consacre toute son énergie à convaincre ses partisans, d'autant que l'audience des bolcheviks s'accroît auprès des masses, déçues par le gouvernement de coalition et gagnées par la propagande de Lénine. Ce sont les slogans des bolcheviks (« Pain », « Paix », « Terre ») qui dominent lors de l'insurrection de juillet, permettant à Kerenski de déclencher contre eux une violente répression. Lénine s'enfuit en Finlande, mais la position du gouvernement ne cesse de s'affaiblir. Une offensive militaire échoue en Galicie. Les paysans s'emparent des terres. Le chef de l'armée, le général Kornilov, tente un putsch fin août et, pour le combattre, Kerenski doit laisser se reconstituer les milices bolcheviques dissoutes en juillet. Les bolcheviks apparaissent ainsi comme les meilleurs défenseurs de la révolution et, en septembre, ils acquièrent la majorité des Soviets de Petrograd (dont Trotski devient président), de Moscou et d'autres grandes villes.

Lénine estime alors le moment venu de prendre le pouvoir. Certes, la Russie ne lui semble pas encore mûre pour le socialisme, mais il y voit l'occasion d'allumer l'étincelle révolutionnaire qui embrasera l'Europe et

permettra le triomphe de la révolution socialiste dans les pays industrialisés. Déjà, dans son ouvrage *Que Faire ?* publié en 1902, il considérait qu'il était possible de réussir une révolution en Russie à condition de disposer d'une organisation de révolutionnaires professionnels. En effet, à l'opposé de Marx qui fait confiance à la spontanéité des masses, Lénine ne lui accorde aucune confiance car il estime qu'elle ne peut qu'aboutir au réformisme « trade-unioniste » c'est-à-dire à une subordination du peuple à la bourgeoisie.

De Finlande, Lénine envoie une lettre au comité central du parti bolchevik dans laquelle il explique que le moment est venu où les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir, car ils sont assez nombreux et organisés pour réussir et parce qu'en proposant au peuple ce qu'il attend, la paix, la terre, personne ne pourra les renverser.

Trotsky prépare soigneusement l'insurrection qui doit l'avoir emporté à l'ouverture du congrès des soviets de toute la Russie, prévue pour le 7 novembre au soir. Dans la nuit précédente (24 au 25 octobre pour le calendrier russe), les milices conduites par les commissaires bolcheviks s'emparent des points stratégiques de la capitale. Les opérations engagées se déroulent sans effusion de sang. Il n'y a pas une seule victime. Au matin, Kerenski s'enfuit. Le Palais d'Hiver, siège du gouvernement, est pris dans la journée. Le soir, le congrès panrusse des soviets (où les bolcheviks sont en majorité) approuve la « révolution d'Octobre » et dépose le gouvernement provisoire. Les bolcheviks ont conquis le pouvoir en Russie.

III Les difficultés du pouvoir bolchevique (1917-1921)

1. Les débuts du nouveau régime

En quelques semaines, le nouveau pouvoir bouleverse de fond en comble les structures de la Russie. Le 8 novembre 1917, le IIe congrès panrusse des soviets approuve la constitution d'un nouveau gouvernement présidé par Lénine, le Conseil des commissaires du peuple, composé uniquement de bolcheviks, avec Trotsky aux Affaires étrangères et Staline aux Nationalités. Il vote également deux décrets rédigés par Lénine: le « décret sur la paix » qui offre à tous les belligérants une paix sans annexion ni indemnité et le « décret sur la terre » qui abolit la grande propriété foncière et remet les terres aux soviets paysans. Dans les semaines suivantes, le nouveau gouvernement adopte toute une série de réformes : «décret sur les nationalités» qui reconnaît l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie jusqu'à la reconnaissance du droit de séparation ; égalité des citoyens ; mariage civil ; séparation de l'Église et de l'État ; contrôle ouvrier sur les entreprises ; nationalisation de quelques usines...

Ces réformes sont prises dans un climat d'hostilité aux bolcheviks. Kerenski lance une offensive contre la capitale ; Trotsky l'arrête grâce à la Garde rouge et aux marins de Cronstadt. La Douma municipale de Petrograd, dominée par les socialistes écartés du pouvoir, appelle la population à la résistance et forme un « comité pour le salut du pays et de la révolution ». Elle reçoit l'appui des syndicats de cheminots et de postiers, tandis que les fonctionnaires des ministères et de la Banque d'État se mettent en grève. Le gouvernement surmonte l'épreuve par des concessions (aux cheminots), des nationalisations (banques) ou la répression (arrestation des dirigeants de la Douma municipale de Petrograd). Enfin, pour obtenir le ralliement des soviets paysans, dominés par les SR, Lénine fait entrer au gouvernement trois de leurs représentants.

Autre cause de difficultés : la révolution et la guerre civile achèvent de désorganiser gravement une économie déjà perturbée par la guerre. La pénurie de moyens de transport est tragique. Les usines cessent de fonctionner et les ouvriers les quittent pour aller se ravitailler à la campagne. Les paysans stockent leur grain qu'ils vendent au marché noir. La disette règne en ville et l'armée est mal ravitaillée. Les rares convois de ravitaillement sont menacés par les pillards et la jacquerie couve dans les campagnes. Pour répondre à une situation qu'ils comparent à celle des jacobins français en 1792-1793, les bolcheviks vont pratiquer la terreur.

La faiblesse numérique des bolcheviks est révélée par les élections à l'Assemblée constituante en janvier 1918. Ils ne recueillent que 25 % des voix (malgré les décrets sur la paix et la terre), les SR ayant à eux seuls la majorité (58 %). Cette majorité condamnant les nationalisations, les bolcheviks prononcent la dissolution de l'Assemblée, accusée de « servir de couverture à la contre-révolution bourgeoise... ». En juillet 1918, le V^e congrès panrusse des soviets adopte une Constitution qui consacre la toute-puissance du parti bolchevik

(appelé désormais parti communiste). En mars 1918, Moscou redevient capitale.

En novembre 1917, les bolcheviks ont promis la paix. Souhaitée par la population, elle ne fait pas l'unanimité des nouveaux dirigeants : en signant la paix, ne prive-t-on pas le prolétariat allemand de la possibilité de faire sa révolution ? Lénine choisit de sauver la révolution russe et impose à son parti la signature de la paix de Brest-Litovsk (mars 1918) : la Russie perd 800000 km² (Finlande, Pays baltes, Russie blanche, Ukraine, Pologne...).

2. La Russie, « citadelle assiégée »

Maîtres du pouvoir, les bolcheviks n'exercent en réalité leur autorité que sur un territoire restreint et subissent de 1918 à 1921 une crise très grave dans laquelle leur régime semble devoir sombrer :

- Une crise politique : les bolcheviks ont interdit le parti KD, pourchassent les SR, font exclure les mencheviks des soviets, mais ils connaissent encore l'opposition des SR de gauche qui leur reprochent la conclusion de la paix et l'instauration de la terreur.
- L'éclatement territorial : les nationalités, aidées par l'étranger, ont repris leur liberté. Finlandais, Polonais, Baltes forment des États indépendants. En Ukraine, la *Rada* (Conseil) proclame la République et signe une paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche.
- Guerre étrangère et guerre civile : les anciens alliés de la Russie lui reprochent de trahir ses engagements, pour avoir accepté une paix séparée avec l'Allemagne et en raison de son refus de reconnaître les dettes contractées sous le tsarisme.

Ils se partagent le pays en zones d'influence : Anglais en mer Blanche, au Caucase, en Asie centrale, Français en mer Noire, Pologne, Crimée, Ukraine, Japonais en Sibérie orientale. Des corps expéditionnaires débarquent à Arkhangelsk, Mourmansk, Odessa, Vladivostok. Des prisonniers tchèques libérés forment une légion qui s'empare de la Sibérie occidentale. En 1920, ce sont les Polonais qui déclenchent une foudroyante offensive. Ces forces appuient en armes, matériel, subsides, les généraux « blancs » qui conduisent la guerre civile contre les bolcheviks depuis l'Ukraine (Denikine, Wrangel), la Sibérie (amiral Koltchak), les Pays baltes (Youdenitch). À cette révolte s'ajoute celle des révolutionnaires écartés du pouvoir par les bolcheviks : SR qui constituent un gouvernement à Samara ou pratiquent des attentats terroristes à l'intérieur du territoire contrôlé par les bolcheviks, anarchistes conduits par Makhno

3. Le communisme de guerre

Toutes ces difficultés poussent le nouveau régime à prendre un ensemble de mesures de rigueur, baptisées le « communisme de guerre ».

Le premier aspect en est la terreur politique. Pour lutter contre les divers opposants, les bolcheviks créent fin 1917 une police politique, la Tcheka. La liberté de la presse est supprimée, les adversaires du régime emprisonnés, le tsar et sa famille massacrés en janvier 1918. Exaspérés, les SR fomentent des complots : c'est ainsi qu'en août 1918, Fanny Kaplan blesse grièvement Lénine, ce qui a pour effet d'accentuer la répression.

La terreur politique s'accompagne d'une terreur économique. Pour combattre la famine (les paysans riches, les *koulaks*, spéculant sur le prix du grain), Lénine organise des « comités de paysans pauvres », chargés de les surveiller et de juger comme ennemis du peuple ceux qui refusent de livrer leurs surplus de céréales. Lénine fixe leur condamnation à dix ans de prison au moins avec la confiscation de leurs biens et leur exclusion à perpétuité de la commune à laquelle ils appartiennent. Il engage aussi les ouvriers dévoués au socialisme à former des « phalanges de fer » pour marcher contre les koulaks et aller réquisitionner le grain. Dans le domaine industriel, des décrets de nationalisation frappent les grosses entreprises dès 1918. En 1920, ces décrets sont étendus à toutes celles qui dépassent 10 ouvriers (5 ouvriers si elles disposent d'un moteur). Afin d'accroître les rendements et lutter contre l'absentéisme et l'indiscipline des ouvriers, le travail obligatoire de 16 à 50 ans est instauré en 1918 et on décide de payer les ouvriers aux pièces.

La lutte contre les armées étrangères et contre les Blancs est confiée à l'Armée rouge créée par Trotski en janvier 1918. D'abord formée de 100000 volontaires, ses effectifs atteindront 5,5 millions d'hommes après l'institution du service militaire obligatoire. Grâce à cette armée à laquelle il impose une sévère discipline, Trotski écrase les généraux « blancs ». Dès 1919, les Alliés évacuent la Russie et, en 1920, les préliminaires de Riga mettent fin à la guerre russo-polonaise.

À cette date, la révolution est sauvée, mais le pays est exsangue, amputé de nombreux territoires et isolé sur le plan international.

IV Une révolution mondiale ? (1917-1921)

1. La création du Komintern

Lorsqu'il décide l'insurrection d'octobre 1917, Lénine compte qu'elle provoquera une explosion révolutionnaire dans toute l'Europe qui connaît à cette époque une situation de crise. Ce climat révolutionnaire se perpétue jusqu'en 1921, alimenté par l'humiliation de la défaite ou les déceptions de la paix, la vie chère, l'inflation, la crise de 1920-1921, et stimulé par l'exemple de la révolution russe.

Fort de sa réussite en Russie, Lénine veut aider les révolutionnaires européens en les regroupant dans une organisation commune destinée à remplacer la seconde Internationale (qui s'était discréditée en n'empêchant pas la guerre). C'est ainsi qu'en pleine guerre civile, le 2 mars 1919, il réunit à Moscou une conférence internationale. Malgré le faible nombre de délégués et surtout l'absence des représentants des grandes organisations socialistes d'Europe occidentale, méfiants envers le bolchevisme et hostiles à la dictature du prolétariat, la conférence décide de se constituer en III^e Internationale, dite Internationale communiste ou Komintern. Étroitement liée aux dirigeants soviétiques, elle adopte les principes d'organisation prônés par Lénine, place à sa tête le bolchevik Zinoviev et établit son siège à Moscou. Elle se considère comme l'état-major d'une armée disciplinée, chargée d'organiser la révolution dans tous les pays.

2. La vague révolutionnaire européenne (1917-1921)

Des explosions révolutionnaires sporadiques et dispersées se produisent dès 1918 en Europe, mais la première révolution importante survient en Allemagne où l'humiliation de la défaite vient s'ajouter aux autres facteurs de mécontentement. Contre le gouvernement du socialiste Ebert, se dressent les « spartakistes », la gauche révolutionnaire de la social-démocratie allemande. Dirigés par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les spartakistes veulent déclencher, comme Lénine, une révolution appuyée sur les conseils d'ouvriers, de soldats, de marins, surgis partout dans le pays. Mais ces conseils font, dans l'ensemble, confiance aux socialistes au pouvoir et se méfient des spartakistes qui fondent, en décembre 1918, le parti communiste allemand. Toutefois, les révolutionnaires ont une grande influence dans les ports de la mer du Nord, dans la Ruhr, en Saxe, en Bavière avec le socialiste de gauche Kurt Eisner. Au début de janvier 1919, lorsque se produit à Berlin un soulèvement populaire spontané, les spartakistes se placent à sa tête.

En Hongrie, devenue une République en novembre 1918, un gouvernement de coalition entre démocrates et socialistes se forme sous la direction du comte Karolyi, partisan de profondes réformes sociales. Cette voie moyenne échoue. Attaqué par ses ministres bourgeois qui refusent les réformes et par Béla Kun, ancien journaliste gagné aux idées bolcheviques durant sa captivité en Russie, Károlyi affronte en outre une situation difficile : les paysans s'emparent des terres des grandes propriétés, les villes qui connaissent la disette sont sensibles à la propagande communiste. Tchèques, Serbes et Roumains menacent les frontières. Le 21 mars 1919, des conseils d'ouvriers et de soldats proclament la dictature du prolétariat. Mais le nouveau gouvernement, dirigé par Béla Kun, n'exerce en fait son autorité que sur le centre du pays.

En Europe occidentale, la vie chère provoque des troubles sociaux. Les syndicats gonflent leurs effectifs et des grèves puissantes se produisent en 1919 et en 1920. En Italie, pendant l'été 1920, elles s'accompagnent dans la région de Milan d'occupations d'usines, gérées par des conseils ouvriers et défendues par des milices. La bourgeoisie italienne y voit une extension de la révolution bolchevique.

3. Le reflux révolutionnaire

Partout, la révolution échoue. Les gouvernements d'Europe occidentale n'ont aucune peine à mettre fin aux grèves. En Hongrie, la famine, la désaffection des paysans hostiles à la collectivisation des terres et surtout l'intervention des troupes roumaines, qui envahissent le pays et s'emparent de Budapest le 6 août, ont raison du régime de Bela Kun qui n'a duré que 133 jours. À sa place, s'installe un régime autoritaire dirigé par l'amiral Horthy. En Allemagne, le gouvernement passe un accord avec l'armée et, sous la direction du ministre socialiste Noske, des corps francs, composés de volontaires, écrasent l'insurrection

berlinoise pendant la « Semaine sanglante » (6-13 janvier 1919). Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont massacrés. Les mouvements révolutionnaires du reste de l'Allemagne sont brisés. En mai 1919, l'éphémère « République des Conseils » de Bavière est écrasée. Pour se prémunir contre un éventuel retour du péril bolchevik, Wilson et les États de l'Entente décident d'établir autour de la Russie un « cordon sanitaire » d'États qui isolera l'Europe de la contagion révolutionnaire (Finlande, Pays baltes, Pologne, Roumanie agrandie).

Devant ces échecs de la révolution, Lénine durcit sa position. Dénonçant à la fois l'opportunisme des « sociaux-traitres », comme ceux qui ont fait tirer sur les révolutionnaires allemands, et l'aventurisme des « gauchistes » (*La Maladie infantile du communisme, le gauchisme, 1920*), il fixe au second congrès de l'Internationale (juillet-août 1920) des conditions très rigoureuses d'adhésion au Komintern : obligation de se conformer au programme et aux décisions de l'Internationale communiste, devoir de créer partout, à côté de l'organisation légale, un organisme clandestin, de soutenir réellement tout mouvement d'émancipation dans les colonies, de conquérir les syndicats au communisme en les noyant ; les partis communistes devront être organisés de la façon la plus centralisée, exclure des dirigeants modérés nommément désignés et avoir une discipline de fer, de caractère militaire. Devant ces exigences, les partis socialistes renoncent à adhérer ou se scindent entre partisans et adversaires de l'adhésion, comme en France au congrès de Tours de décembre 1920. Par ailleurs, le Komintern ouvre de nouvelles perspectives. Bloqué dans son extension vers l'ouest par l'échec de la contagion révolutionnaire en Europe, il espère « venir à bout de l'Occident par l'Orient » en provoquant l'affaiblissement des pays capitalistes par la révolte des peuples colonisés.

